

Lénine, la démocratie et les Soviets

Quand on aborde la question du rapport de Lénine et de la démocratie, et donc du communisme comme courant politique et de la démocratie, il faut immédiatement s'affronter à un paradoxe apparent : Lénine n'est pas un démocrate dans le sens où le communisme comme visée historique et comme aboutissement dialectique du développement de l'humanité, est une « non-démocratie » ! La démocratie est une forme d'existence de l'Etat et elle opprime – à tort ou à raison, ce n'est pas le problème - la minorité. Mais en même temps il a un profond souci, constant au cours de sa vie, de la vie démocratique (dans le parti, dans les soviets, dans la société etc.). Il avancera même l'idée que finalement le socialisme c'est la démocratie jusqu'au bout et il lancera à certains moments le mot d'ordre « de dictature démocratique de la classe ouvrière et paysanne».

En réalité il n'y a pas de paradoxe. Sa position reprend l'analyse, en l'approfondissant, de Marx et Engels sur la question de l'Etat. L'Etat n'est pas une entité « pratique » qui permet en toute honnêteté de régler les relations sociales entre tous et chacun (mettez au féminin en plus vous serez très tendance), qui rend un service en assurant la sécurité! Comme le disait une ex-dirigeante Unité Action de la FSU et du SNES (Elisabeth Labaye), dans une envolée lyrique en 2012 : mais moi je ne suis pas contre payer plus d'impôts, je suis pour, c'est ce qui permet de financer le service public ! L'Etat c'est un rapport social et comme tel, il n'a pas toujours existé, a connu des formes et un contenu différent, et il n'existera pas toujours : dans la société communiste il n'y aura plus d'Etat. Pourquoi ? Parce que l'Etat apparaît et se développe avec la société divisée en classe, comme un instrument de domination de la classe qui domine et qui organise la classe. La politique qu'il déploie est générée par les intérêts exclusifs de la classe dominante (y compris en fonction des alliances à gérer). C'est de ce point de vue que Marx qualifie l'Etat de Dictature de la classe dominante (en référence à l'institution romaine extraordinaire, qui attribuait les pleins pouvoirs à un consul pour régler les problèmes de la Cité. Au bout d'un an il devait faire un compte-rendu de son activité devant le Sénat et un contrôle sénatorial sur sa conduite et sa fortune). Et Engels dans son ouvrage célèbre « Les origines de la famille, de la propriété et de l'Etat » va approfondir cette analyse. Et Lénine, s'il y revient, c'est que cette question est fondamentale, la moins bien comprise, et le point d'attaque de la droite révisionniste (Bernstein, Jaurès, puis après 1914 du courant réformiste du mouvement ouvrier ...) comme des centristes (Kautsky, Martov, Longuet). Car si l'Etat est une machine au service exclusif de la classe dominante, l'expression de sa dictature, cela veut dire que l'enjeu de la Révolution, ce n'est pas de « démocratiser » la société, c'est, en brisant la machine de la dictature de la bourgeoisie de lui substituer une **nouvelle** machine, une nouvelle dictature celle dont la fonction historique est d'édifier la société communiste, la dictature du prolétariat.

Mais la démocratie alors ? A partir de ce qui vient d'être dit, en soi, elle ne saurait exister : elle est une forme que prend l'appareil de domination de la dictature de classe dans des conditions historiques particulières (on n'a pas de démocratie féodale par exemple, si on est sérieux, car d'aucuns peuvent vous expliquer que dans la communauté paysanne il y a des pratiques démocratiques, comme dans les modes de production « asiatiques », mais ce n'est pas le problème). Il y a donc une démocratie esclavagiste (Athènes au V^e siècle), ce sont les propriétaires d'esclaves qui dominent le démos, qui réclame sa part dans les avantages et donc de participer à la dictature des esclavagistes.

Il y a une démocratie bourgeoise (et là il faudrait s'interroger si nous sommes encore en démocratie bourgeoise), plus ou moins développée selon les pays¹. Et le SU, ne saurait être le critère unique et absolu pour qualifier de démocratie bourgeoise un Etat capitaliste ! C'est important pour les communistes. Parce que s'il est vrai qu'il y a des formes différentes, c'est toujours la dictature de la même classe, du même adversaire ; et que si conquérir ou défendre les conquêtes démocratiques c'est une nécessité pour mobiliser et organiser les masses prolétariennes ce que Lénine a toujours défendu (voir la lutte contre l'économisme), il a toujours insisté que cela ne peut être mené correctement, sans que la priorité stratégique, l'objectif stratégique, ne soit la révolution socialiste.

Ce qui nous ramène au faux paradoxe : la démocratie menée à son terme, jusqu'au bout, serait le socialisme. Car en renversant la bourgeoisie, le prolétariat réalise de manière concrète les objectifs démocratiques dont la bourgeoisie (et en particulier la bourgeoisie française révolutionnaire, y compris Robespierre et Marat) prétendait (et prétend) qu'ils étaient siens abstraitement, pour rallier les masses, mais qui n'étaient posés que de manière mystificatrice. Au demeurant depuis 1849 la bourgeoisie avait démontré que, face à la menace du prolétariat, elle avait abdiqué ses prétentions libératrices abstraites pour se mettre sous l'édredon des forces réactionnaires dans tous les pays européens, et qu'avec l'évolution impérialiste du capitalisme ce qui l'emporte partout c'est la réaction sous toute la ligne. La formule de Lénine ne signifie pas que la démocratie serait le passage linéaire au socialisme, mais au contraire que ce passage est la rupture violente, non pacifique, révolutionnaire, avec la dictature de la bourgeoisie pour faire place à la dictature du prolétariat. Celle-ci en termine avec les héritages non bourgeois (féodaux), avec la négation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes... mais elle donne aux masses populaires des droits concrets, tout en déniaut aux anciennes classes sociales dominantes leur prétention à reprendre le pouvoir. Parmi les droits concrets, l'égalité juridique et sociale entre hommes et femmes (pas l'égalité dont Engels dans l'anti-Dühring dit que c'est un mot d'ordre absurde), le droit pour les prolétaires d'avoir leur presse, d'avoir des salles pour se réunir, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes y compris par l'indépendance ou ... par leur droit à s'unir avec leurs frères de classe pour construire l'avenir ensemble. Le droit concret aux études et à la Connaissance scientifique, au travail, à la santé, au repos etc., bien sûr. Et le droit à exercer le pouvoir, avec la formule célèbre sur la transformation des concierges en homme/femme d'Etat. Nous allons revenir à la forme que prend ce pouvoir en Russie, les Soviets, l'analyse qu'en fait Lénine, la réflexion que nous nous devons avoir pour le présent, et pour répondre à quelques arguments qui ont été avancés par certains de mes prédécesseurs.

Mais avant il faut relever le nouveau paradoxe devant lequel nous nous trouvons : « le renversement de l'Etat bourgeois renversé, cet Etat instrument de domination de la classe dominante du capitalisme, ouvre la voie au communisme, une société sans classe alors pourquoi la dictature du prolétariat ? Marx et Engels, Lénine lui-même, dans *l'Etat et la Révolution* (et dans *La Révolution Proletarienne et le renégat Kautsky* entre autres) ne disent-ils pas que ce nouvel Etat va dépérir rapidement et que l'on va passer à l'administration des choses ? » que n'a-t-on pas entendu sur ce thème ! Soyons clair : toute cette rhétorique plus ou moins anarchisante, et plus antisoviétique encore, repose

¹ La GB monarchiste, avec des privilèges maintenus pour l'aristocratie, ne peut être considéré comme une démocratie bourgeoise jusqu'à l'instauration du SU, et elle reste fortement limitée .

sur une approche subjectiviste de la réalité. Etablir la domination de classe du prolétariat (la dictature donc) ce n'est pas abolir les classes sociales, c'est créer le cadre pour le faire (et l'histoire nous a montré douloureusement que ce n'est pas un processus linéaire). Le socialisme, qui se constitue en 1917, est la forme inférieure du communisme, la période de transition du capitalisme au communisme, période marquée par des contradictions de classe y compris alliées au prolétariat (la paysannerie, y compris kolkhoziennne, la petite bourgeoisie et l'intelligentsia). En 1986 la division entre la ville et la campagne continue d'exister en URSS, et des contradictions qui sont nées dans le processus de construction du nouveau, du communisme n'ont pas été maîtrisées ou pire ont été entretenues, en faisant en naître d'autres qui vont aboutir à la victoire temporaire de la contre-révolution ! Je pense à ici au tournant que constituent le XXe congrès du PCUS, avec l'objectalité² des fonctions dans le parti et l'Etat, avec l'ouverture aux thèses sur la convergence entre capitalisme et socialisme, combattues d'un côté au plan général, mais de l'autre mises en œuvres par l'emprunt des solutions du capitalisme pour résoudre les problèmes de la marche au communisme (déjà porté dans les années 30 par Boukharine). La caricature c'est la Tchécoslovaquie de 1968 où Otta Sik propose le recours à l'austérité pour les travailleurs ! Mais pour revenir à 1956, il faut souligner justement le glissement qui se présente de « gauche » alors qu'il coagule l'orientation opportuniste de droite : le XXIIe congrès proclame la fin de la dictature du prolétariat et son remplacement par la « dictature du peuple entier » dans la perspective du communisme. Mais dans la réalité, on nie les contradictions de classe qui persistent et qui vont s'aggraver, et le parti abandonne ses positions de classe pour en changer. C'est le début du développement du révisionnisme qui aboutit avec Gorbatchev à la trahison, et à la contre-révolution.

Par conséquent la question du dépérissement concret de l'Etat ne saurait être envisagé selon un point de vue abstrait (pas théorique, abstrait car ne reposant pas sur l'analyse concrète de la situation concrète, définition par Lénine du marxisme). Des raisons objectives freinaient la tendance au dépérissement, qui ne pouvaient être prise en compte avant 1917 ! Le fait que l'URSS soit restée seule après les défaites prolétarienne en Hongrie, en Allemagne, en Finlande... et qu'en conséquence l'Etat prolétarien devait renforcer ses organismes de défense. Et en même temps il faut aussi prendre en compte que la classe ouvrière des pays capitalistes développés, dont de larges couches formaient (et forment) une aristocratie ouvrière, a préféré le plat de lentilles au rôle historique que sa place dans le processus de production sociale lui assigne. Trahison dira Rosa Luxembourg !

Pour revenir sur la question des Soviets il faut préciser la position de Lénine. Pour les bolcheviks et Lénine la référence aux Soviets de 1905, ce n'est pas la même que celle des mencheviks et de Trotski jusqu'en 1917. Un de mes prédécesseurs a présenté leur apparition comme une réponse spontanée à la nécessité de l'organisation de la lutte du prolétariat, dans un pays où le syndicalisme n'existait pas, des sortes de comités de grève dans les entreprises puis interentreprises. C'est vrai, mais ce n'est pas cela qui intéresse Lénine dans le cas présent. Ce qui l'intéresse c'est le fait que ces conseils (soviets) ouvriers peuvent être la base pour la construction d'un Etat nouveau à l'image de la Commune de Paris. Et ça lui, et les bolcheviks, sont les seuls à l'avoir analysé et en

² Leur transformation en objet : quand un individu reçoit une fonction elle lui appartient et s'il en change on lui en donne une équivalente (la nomenclature des responsabilités qui s'instaure officiellement à l'époque Brejnev)

particulier après l'expérience en mai-juin 1905 de la Commune³ d'Ivanovo-Vosnisenk. Etaient implanté sur le territoire d'Ivanovo une série d'entreprises capitalistes avec domination du textile. Contrairement à ce qui a été dit, là les bolcheviks y étaient implantés. Lorsque la grève éclate dans les entreprises contre l'exploitation et le tzarisme se forment des Soviets dans les conditions déjà dites qui se fédèrent au niveau de la ville en Soviet d'Ivanovo. Les ouvriers s'arment et les autorités quittent la ville y compris les forces de l'ordre (la stratégie de Thiers en 1871). Du coup le Soviet de la ville va être amené à prendre en main le ravitaillement de la ville, l'administration et la sécurité. On dit que pendant les quelques jours où la Commune a existé jamais les rues, sous le contrôle du prolétariat en arme, n'avaient été si sûres pour les habitants. Cela n'a duré que quelques jours mais cela a permis que se manifeste l'essence des Soviets : la forme que pouvait prendre le pouvoir de la classe ouvrière, de la dictature du prolétariat. Et effectivement les Soviets qui naissent après la fin de la Commune d'Ivanovo vont confirmer ce caractère. En février 1917, spontanément les Soviets surgissent dans les usines mais fait nouveau, et non des moindre pour des organisations de pouvoir d'Etat, les soldats élisent leurs propres Soviets. Et à Petrograd ils se joignent aux Soviets Ouvriers, le Soviet de la ville prenant le contrôle des activités militaires dans la ville. Et ici je me vois obligé de rétablir quelques réalités qui ont été plus ou moins malmenées.

Il est vrai que le mot d'ordre « Tout le pouvoir aux Soviets » c'est Lénine qui l'a avancé, à la suite de l'analyse qu'il fait de la dualité de pouvoir qui s'est installé de par les positions des partis opportunistes. Il est tout aussi vrai que les bolcheviks, ceux qui avaient été les plus réprimés par le tsarisme, dont l'essentiel des dirigeants (Staline, Djerjinski, Strouvé, Frounzé ...) sortent de prison et reviennent de déportation, quand d'autres, dont Lénine sont en exil, ont sous-estimé les élections au Soviets. Mais par contre ils ont donné priorité à la formation de la Garde Rouge prolétarienne. Ils ne sont pas « à côté de la plaque ». De même au début ils hésitent sur l'attitude à prendre par rapport à la dualité de pouvoir (que personne, et surtout pas Trotsky qui est aux USA, n'a analysé, ce sera le fait de Lénine) et sans prendre de responsabilité dans la direction du Soviet dominé par les SR et les mencheviks, ils décident d'apporter un soutien conditionnel au gouvernement provisoire, tout en refusant l'unité avec les partis opportunistes. Dès le retour de Lénine, Staline et la direction du parti se rallient immédiatement à ses positions (thèses d'avril qui apportent une modification à la ligne du parti appliqué jusqu'en février, en posant la question de la révolution socialiste comme condition de la victoire des acquits de la révolution compte tenu du fait que la bourgeoisie russe est liée aux impérialistes de la Triple Alliance et recherche l'alliance avec les débris de l'aristocratie pour faire front au prolétariat). C'est une des petites manœuvres coutumières de Trotsky que d'avoir, dans son livre sur la révolution russe en 1924, lancé l'accusation contre Staline en particulier d'avoir été pour le soutien au gouvernement provisoire et, par contrecoup, pour que s'engagent des discussion pour la réunification avec les mencheviks ! Alors que lui ... lui il est aux Etats Unis, et n'a pas eu à se prononcer sur la question contrairement à ce qu'il fait croire pour apparaître comme le principal dirigeant de la révolution (C'est Lénine qui se serait rallié à ses analyses !). Voici d'ailleurs trois jugements de Lénine sur Trotsky au moment de la révolution de février :

³ Au sens de Commune de Paris

- le 17 février 17 dans une lettre à Kollontaï : *Autant il a été agréable d'apprendre par votre intermédiaire la victoire de N. Iv. et de Pavlov dans le Novy Mir (je reçois ce journal d'une façon terriblement irrégulière, c'est la faute, évidemment, de la poste et non pas du service d'expédition du journal lui-même), autant est triste l'annonce du bloc de Trotski avec la droite pour lutter contre N. Iv. Quel animal que ce Trotski, des phrases de gauche et le bloc avec la droite contre les gauches de Zimmerwald !! Il (vous) faudrait bien le démasquer ne serait-ce que par une brève lettre au Social-Démocrate!*
- Dans une lettre à Inessa Armand du 19 février où il fait référence à la lettre précédente: *N. Iv. et Pavlov (le Letton qui était à Bruxelles: Pavel Vassilitch) auraient conquis le Novy Mir (je reçois très irrégulièrement ce journal), mais ... voilà que Trotski arrive, et aussitôt cette canaille s'abouche avec l'aile droite de Novy Mir contre la gauche de Zimmerwald !! Voilà!! C'est bien Trotski!! Il est toujours égal à lui-même: louvoyeur, filou, posant à l'homme de gauche, aidant la droite aussi longtemps que c'est possible ...*
- Dans une lettre à Kollontaï du 17 mars, ce qui est d'autant plus significatif : *A mon avis, le principal maintenant c'est de ne pas se laisser empêtrer dans de sottes tentatives « d'unité » avec les social-patriotes (ou, ce qui est encore plus dangereux, avec les éléments hésitants, tels que le C.O., Trotski et Cie) et de continuer le travail de notre parti dans un esprit internationaliste conséquent.*

O.C. Tome 35 pages 288, 291-292 et 392

Ajoutons à cela l'attitude de Trotsky lors du congrès de son groupe (interrayon ou interdistrict), auquel Lénine assiste, ou il met tout son poids contre le ralliement au parti bolcheviks (mai-juin 1917). Les petits cafouillages sans conséquence de la direction, héroïque de par son attitude depuis la déclaration de guerre, qui a dirigé un parti d'une vingtaine de milliers de militants à la sortie de la clandestinité, font sourire ! Alors que la thèse de l'historien états-unien Jennings C. Wise, sur le fait que Trotsky aurait reçu pour rentrer en Russie un passeport américain des mains du président Wilson fait ... réfléchir.

Mais pour en revenir aux Soviets, leurs caractéristiques principales d'après Lénine, c'est l'abolition de la division des pouvoirs exécutifs et législatifs : les Soviets décident des lois net ce sont leurs députés qui les mettent en œuvre et le Conseil des Commissaires du peuple est un organe qui en est l'expression, en liaison avec le Comité exécutif du Congrès des Soviets panrusse, puis de l'URSS puis du Soviet Suprême. La masse des députés restent en liaison avec la production tandis qu'aucun responsable ne peut être payé au delà d'un salaire d'ouvriers moyens. Elu par les travailleurs, au début sur la base de l'entreprise, les députés sont révocables par leurs électeurs. Or jusqu'en 1936, les Soviets forment une pyramide où les députés des Soviets d'entreprises et de villages et de régiments élisent leur représentant au soviet de niveau supérieur jusqu'au Soviet Suprême. Cela fonctionne sur la base du centralisme démocratique (les Soviets locaux et régionaux, des républiques ne peuvent pas prendre de décisions contradictoires avec les décisions du Soviet Suprême ou du Soviet du niveau supérieur). Cela va susciter un formidable élan de la population laborieuse pour sa participation politique (prenant en compte le rôle des syndicats et de l'ensemble des organisations sociales). Contrairement à ce qui est véhiculé, il n'y a pas que des membres du parti, toutes les organisations sociales présentent leurs candidats. Il en est de même pour l'organisme de contrôle qu'est l'Inspection Ouvrière et Paysanne. Par contre les conditions concrètes du

processus révolutionnaire en Russie et en URSS, (la guerre civile, la NEP, la lutte contre les Koulaks et pour l'édification d'une agriculture socialiste) ont amené l'Etat soviétique à refuser le droit de vote et d'être élu aux éléments exploités (capitalistes grands et petits, Koulaks, tous ceux qui emploient de la main d'œuvre salariée, popes et curés ...). Mais soyons sérieux. En France il faut attendre 1852 pour voir la fin du système censitaire, en Angleterre 1918, et en Allemagne de fait on a un système censitaire qui ne dit pas son nom jusqu'en 1918. Cela n'empêche pas nos historiens bourgeois de chanter les louanges du libéralisme. Ni de se féliciter de l'élection de la Douma qui ne sert à rien en Russie après 1905. Alors il faut considérer la décision des Soviets comme un suffrage censitaire à l'envers : aux masses populaires le droit de vote, aux exploités et leurs thuriféraires, une petite minorité qui conspirent en liaison avec les puissances impérialistes contre la révolution, la confiscation de leurs droits civiques pour limiter leur potentiel de nuisance ! Ce qui va se passer au moment de la collectivisation des terres, l'agitation des Koulaks, des ex-NEPmen qui entraînent une partie de la paysannerie moyenne, montre que c'était une décision sage.

Cependant dans la lutte entre l'ancien et le nouveau vont apparaître de nouvelles contradictions. Et après les grandes victoires politiques que sont la mise en place de la planification centralisée socialiste, l'industrialisation et la collectivisation des terres, il apparaît nécessaire que la dictature du prolétariat s'adapte à la nouvelle situation. Après 1934 il n'y a plus de classe exploitée en URSS. Il n'y a donc plus de raison de mettre des restrictions au suffrage universel. Au contraire il est nécessaire, sur la base des succès remportés, de resserrer l'alliance de classe entre le prolétariat, la paysannerie kolkhozienne et l'intelligentsia, ce d'autant que la montée de Hitler au pouvoir accentue la menace de guerre qui pèse sur l'URSS depuis 1917. D'autre part il apparaît que Staline veuille créer les conditions d'un élargissement de la démocratie socialiste, en renforçant le poids des Soviets et en les dégageant du poids des responsables du parti aux différents niveaux pour permettre un élargissement de la participation des masses aux Soviets. En fait la question c'est que le Parti voit son rôle renforcé comme direction politique de la classe ouvrière et du peuple, et qu'en même temps les Soviets jouent tout leur rôle, exercent pleinement le pouvoir (Tout le pouvoir aux Soviets), la dictature du prolétariat. Cela va entraîner la discussion et l'adoption de la Constitution de 1936, la Constitution la plus démocratique qui ait existé, puisque les conditions pour un dépérissement de l'Etat n'étaient pas réunies, et que la tâche était de continuer à en créer les conditions. Cela dit là encore il faut se méfier des simplifications. Jusqu'en 1985, il y a des processus, notamment le caractère de masse de la participation populaire aux tâches qui relèvent en général de l'Etat en régime bourgeois, ou le nombre d'élu(e)s aux différentes responsabilités, qui indique que le processus de dépérissement est à l'œuvre, même s'il est contrarié par la bureaucratisation de l'appareil du parti et de l'Etat depuis 1956. La preuve ? Quand la contre-révolution va commencer à l'emporter (sous Gorbatchev) le point d'attaque sera le pouvoir des Soviets en le vidant de son contenu et en écartant les communistes et les travailleurs, et lorsqu'elle aura triomphé elle abolira les Soviets (comme quoi ils étaient bien des contre-révolutionnaires qu'il fallait écraser, ceux qui à Kronstadt en 1921 appelaient à se soulever en criant « les soviets sans les bolcheviks »)

Il y a cependant toujours un revers à la médaille. Si comme moi vous pensez que la forme Soviet du pouvoir de la classe ouvrière, est finalement la plus à même d'exprimer la dictature du prolétariat, tout en n'écartant pas d'autres formes qui pourraient se

présenter dans la lutte des classes, il nous faut réfléchir à un problème. Une des mesures majeures de la Commune de Paris, que Lénine valorisera, et qui sera spontanément repris dans les Soviets, c'est le fait que tout élu peut être rappelé par ses électeurs si ceux-ci sont mécontents de son action. Ce principe ne pose pas de problème dans le système soviétique lorsque nous avons une désignation des députés aux Soviets selon le principe du suffrage dit indirect. Le soviet d'usine ou de localité était élu par les masses populaires, il était facile de le rappeler en cas de nécessité. Au niveau supérieur, on était élu par les Soviets de base, c'était encore plus simple, car le nombre d'électeurs était limité. Avec la Constitution de 1936 les députés au Soviet Suprême sont élus au Suffrage Universel par circonscription. Elle conserve le droit de rappel, mais on comprend bien que quand vous avez plusieurs centaines de milliers d'électeurs, c'est beaucoup plus complexe pour obtenir le rappel. Ceci dit cela s'est fait. De même la base de la circonscription c'est la circonscription territoriale et non plus les entreprises. Bref réfléchir sur la Révolution Soviétique et l'histoire de l'URSS ce n'est pas se tourner vers la nostalgie passéiste, mais au contraire c'est réfléchir sur demain. Car nous en sommes j'en suis sûr tous convaincu, si la Commune de Paris a tenu 72 jours, l'URSS 72 ans, la prochaine fois l'humanité ira jusqu'au Communisme.

Maurice Cukierman, historien, PCRF